

DANS VOTRE QUARTIER



la fabrique démocratique

Construisons ensemble l'avenir de Tarbes

Compte-rendu de la réunion 6

« Pour Vivre ensemble, préservons nos services publics »

Quartier Martinet

Introduction : Josette Tulet

Grands Témoins : Christian Dutrey, syndicaliste et agent à l'hôpital de Tarbes

Christian Dutrey : Je partage avec mes collègues hospitaliers les valeurs qui sont avancées par la Gauche. Je sais faire la différence entre la politique de Droite et la politique de Gauche. Il n'y a pas d'ambiguïté à avoir sur le sujet. Aujourd'hui, le maire de Tarbes ne fait rien pour défendre l'hôpital public. Le président du conseil d'administration qu'il est, a pourtant son mot à dire sur l'établissement. Nous avons une politique de santé qui fait la part belle aux cliniques privées au sein même du secteur public. Les choix faits par le maire et président du CA sont des choix libéraux et les faits le prouvent : suppressions de postes, de moyens et c'est au final la population qui pâtie de cela. Un président de CA de droite n'aura jamais une vision et les valeurs d'un homme de gauche.

Mme Annick S : Ce soir, lors du conseil municipal, le Maire de Tarbes s'est gargarisé d'avoir décroché une manne financière importante auprès de la Ministre de la Santé pour donner un nouvel élan au CHU de Tarbes.

Christian Dutrey : En cela je réponds très simplement que cela 6 ans que nous avons avec M. Trémège des effets d'annonces, des coups de pub qui ne débouchent sur rien. Si, cela débouche sur un simple constat, la fermeture des maternités de Lannemezan et Lourdes, la restriction de moyens, bref, on est loin du cadre idyllique affiché par le Maire de Tarbes.

Mme Annie B : Il faut donner les moyens au service communal d'agir. Aujourd'hui, on demande au service public de réduire les moyens et des groupes privés comme DEXIA veulent culpabiliser les communes qui ne respectent pas cela. A la mairie de Tarbes, c'est un départ à la retraite sur deux non remplacé, c'est la politique au mérite mais surtout la course à l'opacité. Ensuite, je pense que si l'on veut augmenter l'entente entre la population et le service public, il faut que les élus dialoguent avec le personnel municipal et que l'on remette en place des réunions de dialogue avec les élus municipaux et leur personnel. Enfin, il y a l'extra et le peri-

scolaire. Sur ces sujets, il n'y a pas des choix sur les compétences mais sur le choix électoral. Ce n'est pas normal ni acceptable.

Mme Marie-Laure E : Il faut un service public municipal de la culture car c'est essentiel. On ne peut pas dédier et laisser sans concertation la distribution des fonds culturels qui créent ensuite des hégémonies.

Mme Micheline G : Il me semble que dans un premier temps, il faudrait faire un état des lieux des besoins de la population. Un service public de la petite enfance me paraît nécessaire car 1200 personnes nouvelles sont arrivées sur Tarbes. Il y a des personnes âgées et cette municipalité ne regarde pas les besoins. Il faut créer des lieux de proximité avec la population âgée et les BIS, Bureau Information Sénior sont une bonne idée.

M. Jean D : Dans les réunions de quartiers qui ont lieu une fois par an, il n'y a pas de maison de quartier, de lieux d'échange. Il y a des quartiers sans locaux associatifs.

M. Francis C : Sur la petite enfance, on a eu tout et n'importe quoi qui s'est fait sur Tarbes. Il y a eu le PEL, les CLAE qui devaient servir les gens, créer de la proximité mais n'ont pas permis la mixité sociale comme c'était le cas au centre aéré de Bours. J'ai des réserves sur ça. Il faut que le projet de la Gauche ait une lisibilité claire sur ces sujets.

Mme Dominique D : On parlait à l'instant du PEL. Je crois que c'est un bon outil mais c'est sa mise en œuvre qui pose problème. Ce sont des vacataires, avec du « turn over », des agents qui n'ont que 17h par semaine et donc, les enfants n'ont pas de repères car le personnel est précaire. Ensuite, il faut garder la mixité avec les centres de loisirs associatifs qui débouche sur la diversité avec des passerelles entre services administratifs et associatifs. Il faut créer des centres de loisirs associés aux collèges et il faut revoir le PEL.

Mme Marie-Pierre V : Je suis d'accord sur la petite enfance. Il ne faut pas rater ce service. On peut développer des dispositifs. Sur les quartiers, il faut développer de la prévention, par des rapprochements avec les mutuelles pour créer des lieux publics.

Mme Danielle H : Je suis agent hospitalier. Si demain vous êtes élu Maire de Tarbes, comment ferez-vous pour ne pas appliquer la politique de Mme Bachelot ?

Jean Glavany : Il faut respecter la démocratie et les réformes sont ce quelles sont. Mais on ne peut pas regarder les attaques faites au service public hospitalier sans réagir, sans s'opposer, sans faire des choix clairs. Je ne pourrais donc pas aller à l'encontre des lois mais par contre, je ferai des choix en phase avec mes convictions et chacun sait quelles sont elles.

M. Jean-Louis G : Peut-on créer un vrai service public de l'eau ?

Mme Annie A : Il faut qu'un élu de Gauche, président de l'hôpital s'oppose à la politique nationale de la droite.

Jean Glavany : Il est hors de question pour des élus de voter des décisions qui sont contraires à leurs valeurs.

M. Daniel T : On a posé la question à quoi sert le Maire-adjoint en charge des services publics ? Et bien moi, je réponds : il sert à appliquer la politique nationale de la droite : précarisation de l'emploi, non remplacement des fonctionnaires qui partent à la retraite.

M. Bernard L : Sur l'eau, il faut parler du service public de l'eau car toutes les municipalités qui ont créé un service public de l'eau voient le tarif baisser. Je préfère pour moi que l'argent aille la collectivité qu'au privé.

M. Giles A : Il faut marteler que le taux de la précarité à la ville de Tarbes n'a cessé d'exploser en 6 ans. La plupart des agents recrutés sont sous contrat et il faut un plan rapide pour résorber ce problème. Il faut recréer du lien entre les élus et les agents municipaux et respecter les structures internes de démocratie ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Sur les CLAE, je ne suis pas convaincu que l'enfant qui est de 7h du matin à 19h à l'école et qui est en échec, se soit une chance pour lui. Sur les associations de quartier, le Maire les étrangle en coupant les moyens et c'est inacceptable.

Mme Dominique D : Il faut dénoncer la précarisation de l'emploi à la ville car aujourd'hui, quel avenir pour un jeune qui est embauché à 780 euros à la Mairie. De plus, à la ville de Tarbes, on paie « cash » le fait d'avoir une carte syndicale.

M. Paul R : Sur Tarbes, je veux dénoncer les deux poids, deux mesures entre l'entretien des quartiers et le centre-ville.

Conclusion de Jean GLAVANY :

Il faut avoir une attitude offensive sur le service public et non pas défensive. Je crois qu'en premier lieu, il faudra recréer un lien entre le personnel de la ville et les élus.

Nous lutterons contre la précarité et nous prendrons des engagements forts. Le personnel municipal attend des changements, il les aura.

Sur les services publics municipaux, on sent la volonté d'un service public de la petite enfance et nous y sommes attachés. Egalement sur l'eau, à Paris, dans cette grande ville, le Maire a décidé de municipaliser la distribution de l'eau, donc quand on veut, on peut.

Par contre, parfois, même si le privé gère un service ou une mission publique, cela reste un service public car les savoir-faire ne sont parfois en interne et il vaut mieux quelquefois donner délégation à des prestataires privés une mission de service public si elle doit être beaucoup plus onéreuse à gérer en interne.

Enfin, oui à la politique culturelle. Il faut un vrai partage. Voilà un exemple typique qui me fait dire que Tarbes et l'agglomération doivent marcher dans un même élan pour réussir ce pari d'avenir.